



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 5 juillet 2024
portant prescriptions complémentaires à la société TRONOX
au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement
pour l'exploitation de ses sites d'Aspach-le-Haut au lieu-dit « l'Ochsenfeld » et de Thann

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-46 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 30 novembre 2015 ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Thur approuvé le 14 mai 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral 2017/451 du 8 juin 2017 cadre relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin Meuse en période d'étiage et de sécheresse ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 8 juin 2023 fixant un cadre pour la mise en œuvre de mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-22-16, daté du 13 août 2008, codifiant et complétant les prescriptions applicables à la société MILLENNIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de son site d'Aspach-le-Haut et de Vieux-Thann ;

VU la décision unanime du 25 juillet 2019 de l'associé unique de CRISTAL FRANCE SAS approuvant le changement de dénomination sociale de la société CRISTAL FRANCE SAS pour TRONOX FRANCE SAS ;

VU l'extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés à jour au 18 mars 2024 indiquant la dénomination sociale TRONOX FRANCE SAS ;

VU le courrier et le dossier de la société TRONOX, transmis en date du 13 mai 2023 au préfet du Haut-Rhin en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, concernant une demande de modifications de ses conditions d'exploiter pour un nouveau projet de R&D sur leur site industriel de Thann ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 30 mai 2024 ;

VU la transmission préfectorale à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral en date du 11 juin 2024 ;

VU la réponse au projet d'arrêté apporté par l'exploitant au travers de son mail du 24 juin 2024 ;

Considérant que le projet décrit par l'exploitant dans le dossier transmis avec le courrier en date du 13 mai 2023 sus-visé, a pour objet de fabriquer une nouvelle substance sur le site de Thann appelée titanate de lithium (Lithium Titanium Oxide ou LTO) ;

Considérant que cette fabrication va générer des effluents contenant des ions de lithium rejetés au point NN du site de TRONOX situé à l'Ochsenfeld, sous forme de LiCl ou de LiSO₄ ;

Considérant que l'analyse réalisée par exploitant dans le cadre du dossier transmis avec le courrier en date du 13 mai 2023 sus-visé montre qu'il n'y aura pas de risque significatif à la présence du composant étudié dans le milieu pour l'homme et l'environnement ;

Considérant que, bien que jugées non substantielles, les modifications exposées par l'exploitant dans son dossier sus-visé transmis le 13 mai 2023 nécessitent une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 sus-visé compte tenu notamment :

- de la fréquence du nouveau paramètre à suivre à prescrire ;
- des valeurs limites de ce paramètre à fixer, en fonction du débit du milieu récepteur (la Thur), afin d'assurer la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur en application des dispositions des éléments réglementaires visés ci-dessus.

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : OBJET

La société TRONOX, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 95 rue du Général de Gaulle à 68800 Thann, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations d'Aspach-le-Haut au lieu dit l'« Ochsenfeld » et de Thann.

Article 2 : MODIFICATION ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 13 août 2008	Article 4.3.9	complété par l'article 3
	Article 9.2.3.1	complété par l'article 4

Article 3 : VALEUR LIMITE D'ÉMISSION

Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 sont complétées par les dispositions suivantes.

« Pour le paramètre le lithium (code sandre 318 - milligramme de lithium par litre, fraction liquide) :

Concentration moyenne journalière (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen annuel (kg/j) (*)
23,90	67,20	59,71

En période de vigilance ou d'alerte :

Si le débit de la Thur à Willer sur Thur est inférieur à (l/s) :	Concentration moyenne journalière (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen annuel (kg/j) (*)
530	13,20	3710	32,97
300	7,47	21,00	18,66
230	5,73	16,10	14,31

La valeur du flux annuel observé sera à vérifier en fin d'année, pour tenir compte des périodes d'alerte ou de vigilance réellement observées. L'exploitant communiquera à l'Inspection annuellement le bilan de la quantité annuelle de lithium rejeté dans la Thur.

»

Article 4 : FRÉQUENCE

Les dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

«

Paramètres	Autosurveillance	Mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2
Lithium	Trimestrielle (*)	Trimestrielle (*)

* Arrêt de la surveillance du Lithium :

Si aucune fabrication de produit à base de lithium n'a eu lieu sur 2 trimestres consécutifs, et qu'aucune fabrication n'est prévue sur les 2 trimestres suivants, alors l'exploitant peut solliciter l'arrêt de la surveillance par courrier au préfet, en communiquant les éléments justificatifs et un bilan commenté de la surveillance exercée jusqu'alors. Sans avis contraire du préfet dans un délai de 4 mois, cette surveillance est arrêtée.

Si l'exploitant souhaite reprendre une fabrication, il en informe préalablement le préfet au minimum 4 mois avant le début de la fabrication, en justifiant que les conditions dans lesquelles cette surveillance a été établie ne sont pas modifiées ou en indiquant en quoi la surveillance est à modifier (notamment vis à vis des résultats des précédentes campagnes ou du process de fabrication). Sans avis contraire de l'Inspection dans un délai de 3 mois, la production et la surveillance peuvent reprendre dans les conditions prévues au présent arrêté.

»

Article 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Article 5.1 – publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Aspach-le-Haut et de Thann pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Aspach-le-Haut et de Thann.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5.4 - Sanctions

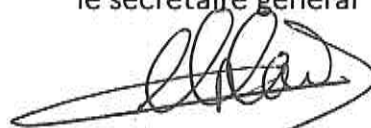
En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du code de l'environnement.

Article 5.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, les maires d'Aspach-le-Haut et de Thann et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société TRONOX.

À Colmar, le 5 juin 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Augustin CELLARD

Délais et voies de recours

(article R.181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du Code de l'Environnement).

